

M. Vic Althouse, NPD (Humboldt—Lake Centre)

«Peu importe l'adoption de cette motion, les Canadiens n'en croiront pas pour autant que leur culture, leur agriculture, leurs programmes sociaux et leur identité culturelle sont à l'abri.»

Ce que nous voyons, c'est une économie qui domine encore le monde occidental, financièrement, et qui a utilisé son dollar pour maintenir cette position. Toutefois, nous voyons une Amérique dont le déficit commercial augmente sans cesse. Elle est incapable de produire suffisamment de biens et de services pour compenser ce qui est devenu un déficit commercial croissant. Le premier ministre n'a pas vu que, dans ce pays-là, le déficit budgétaire et les dépenses gouvernementales ne cessent d'augmenter à un rythme accéléré. Dans un an ou deux, il vivra sur ses investissements extérieurs. Ce pays va devoir compter entièrement sur l'investissement étranger et la dette étrangère pour éviter la faillite économique.

Ce n'est pas le genre d'économie à laquelle on voudrait s'associer. Ce n'est pas le genre d'associé que je prendrais si j'étais cultivateur. Je ne m'accrocherais pas à ce genre de voisin si je voulais me sortir d'une mauvaise passe.

Pourquoi avons-nous décidé de nous tourner vers les États-Unis? Nous aurions dû savoir, et le premier ministre l'aurait su s'il s'était donné la peine d'examiner les chiffres, que la balance agricole des États-Unis est en baisse. Cette baisse a

commencé en 1981, année où les Américains ont exporté pour 44 milliards de dollars de produits agricoles. En 1986, leurs exportations n'atteignaient plus que 29 milliards. Cela représente une diminution de 15 milliards sur cinq ans, qu'ils doivent à la vigueur de leur dollar par rapport aux autres monnaies, aux efforts qu'ils ont déployés pour demeurer l'une des premières économies occidentales et, je dois le dire, en toute objectivité, au fait que leur système de commercialisation des céréales a perdu de son efficacité. Pour cette raison, les États-Unis ont perdu des marchés et accumulé un déficit commercial pour les produits agricoles. Cela aurait dû sauter aux yeux du premier ministre. Lorsqu'il a proposé de conclure un accord bilatéral global et qu'il a commencé à en discuter avec les États-Unis, il aurait dû savoir que les Américains étaient inquiets de voir diminuer leur part du marché agricole. Il aurait dû examiner le bilan de nos échanges commerciaux avec les États-Unis, en ce qui concerne l'agriculture.

Contrairement au tableau favorable que le gouvernement essaye de présenter aux Canadiens et aux partis de l'opposition, nous avons un déficit commercial par rapport aux États-Unis. Ce pays nous vend davantage de produits agricoles que nous